

Table des situations et des exemples

Situation – L'incomplétude des systèmes juridiques dans leur aptitude à régir l'ensemble des cas juridiques	31
<i>L'exemple du droit de la propriété littéraire et artistique</i>	31
<i>L'exemple du droit de la famille</i>	32
<i>L'exemple du droit pénal</i>	33
<i>L'exemple des droits de l'homme</i>	33
<i>L'exemple du droit du sport</i>	34
Situation – L'application du droit étranger en droit national	35
<i>L'exemple de l'application de la loi étrangère par le juge national</i>	35
Situation – L'application du droit international uniforme dans deux États différents	36
<i>L'exemple des interprétations nationales divergentes d'une loi internationale uniforme : le cas célèbre de la jurisprudence « Hocke »</i>	36
Situation – La mise en œuvre du droit européen dans les différents États membres	37
<i>L'exemple de la marge d'appréciation nationale dans la transposition des directives d'harmonisation minimale ...</i>	37
Situation – La mise en œuvre du droit des Nations Unies par l'Union européenne et un État partie à la CESDHLF	37
<i>L'exemple des mesures de lutte contre le terrorisme prises par le Conseil de sécurité des Nations Unies devant la CJUE et la CEDH</i>	37
Situation – Une liberté fondamentale de source nationale, internationale ou européenne devant les juges européens	38
<i>L'exemple de la liberté syndicale invoquée devant la CJUE et la CEDH</i>	38
Situation – La protection des droits de l'homme par les deux organisations européennes et les États membres .	38
<i>Le cas du « triangle » Conseil de l'Europe – Union européenne – États membres</i>	38
Situation – Le juge étatique, international ou européen	39
<i>La comparaison des justices nationales, internationales et européennes : l'exemple du recours direct intenté par un requérant ordinaire</i>	39

Situation – L'arbitre interne, international et européen	40
<i>La comparaison des justices arbitrales nationale, internationale et européenne : exemples de règles définies dans différents contextes</i>	40
Situation – Le juriste de droit interne, international et européen.....	41
<i>Trois juristes pour une même question : l'exemple d'une mesure nationale d'interdiction de commercialisation d'un produit en raison d'un impératif de santé publique</i>	41
Situation – La comparaison tous azimuts : quand le juge fait son marché ..	44
<i>Des exemples américains et européens</i>	44
<i>L'allégorie du « dialogue des juges »</i>	45
Situation – Comparaison n'est pas raison : quand le juriste extrapole des méthodes et solutions juridiques (sans parfois même s'en rendre compte)	45
<i>L'exemple du droit européen lu au travers des catégories du droit national ou du droit international</i>	45
Situation – La comparaison du droit national, international et européen	49
<i>L'exemple de la réglementation des OGM dans le contexte mondial, européen, national et local</i>	49
<i>L'exemple des principes en droit national, international et européen</i>	49
Situation – La comparaison triangulaire (un droit commun et deux droits distincts)	50
<i>L'exemple de la comparaison de deux droits nationaux transposant une directive européenne (UE)</i>	50
<i>L'exemple de la comparaison des droits nationaux devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)</i>	51
<i>L'exemple de la comparaison de deux droits européens (UE – COE) appliqués dans un contexte national</i>	51
Situation – Le juriste de droit interne et le réflexe européen	53
<i>Deux exemples d'utilisation courante du droit européen par le juriste de droit interne</i>	53
Situation – Peut-on comparer le droit international et le droit européen ? ...	53
<i>Présupposés théoriques et exemples pratiques</i>	53
Situation – Plusieurs sources pour un même objet	56
<i>L'exemple du droit des marques alimenté par les sources nationales, internationales et européennes</i>	56
<i>L'exemple des sources nationales, internationales et européennes du droit de la nationalité</i>	56
Situation – Autant d'objets que de sources	57
<i>L'exemple de la distinction entre la marque nationale, communautaire (européenne) et, éventuellement, internationale</i>	57
<i>L'exemple de la citoyenneté européenne saisie dans ses rapports à la nationalité définie par les États membres de l'UE</i>	57

<i>Table des situations et des exemples</i>	347
Situation – À chaque contexte juridique, son objet	58
<i>L'exemple de l'articulation des sources étatiques et non étatiques : le cas des normes sociales appréhendées dans un contexte national ou dans un contexte international et européen</i>	58
<i>L'exemple d'une position mal assumée de la Commission de l'UE à propos d'un droit commun européen de la vente</i>	58
Situation – Le décloisonnement du droit européen et du droit national.....	61
<i>Un exemple de comparaison du droit européen de la concurrence avec une règle nationale relative au contentieux contractuel</i>	61
Situation – Le décloisonnement du droit international et du droit européen	62
<i>Comparer, par exemple, une règle de droit international privé et une règle européenne de libre circulation</i>	62
Situation – Comparer deux droits construits à des âges différents	64
<i>L'exemple de l'interprétation du Code civil de 1804 à l'aune du droit de l'Union européenne</i>	64
Situation – La question du plurilinguisme devant les juges	66
<i>Deux cas de multilinguisme devant la Cour de justice de l'Union européenne</i>	66
Situation – Identifier le contexte de référence	68
<i>Un exemple de cas purement interne à un État</i>	68
<i>Un exemple de cas intra-européen</i>	68
<i>Un exemple de cas international</i>	68
Situation – Projeter un cas hors de son contexte de référence.....	69
<i>L'exemple d'un cas interne et le contexte international et européen</i>	69
<i>L'exemple d'un cas européen et le contexte interne et international</i>	69
<i>L'exemple d'un cas international et le contexte interne et européen</i>	70
Situation – De la comparaison des méthodes et solutions à la comparaison des systèmes juridiques en présence.....	71
<i>L'exemple d'un cas national, international ou européen</i>	71
Situation – Les stratégies à fronts multiples	72
<i>Un exemple en droit d'auteur national, international et européen</i>	72
Situation – Les stratégies à front unique.....	74
<i>Un exemple (à nouveau) en droit d'auteur national, international et européen</i>	74
Situation – Les qualifications nationales, internationales ou européennes...	78
<i>Un exemple à propos des marchandises : le cas du médicament</i>	78
<i>Un exemple à propos des actes juridiques : la distinction entre la vente et la prestation de services</i>	78
<i>Un exemple à propos des personnes : la définition de l'enfant</i> ..	79
<i>Un exemple à propos des situations juridiques : la distinction entre les situations internes et les situations internationales ou européennes</i>	79

Situation – Les qualifications universelles et les qualifications particularistes	80
<i>Un exemple à propos des personnes :</i>	
<i>retour sur la définition de l'enfant</i>	80
Situation – Les qualifications autonomes et les qualifications dépendantes	81
<i>Un exemple à propos des actes : retour sur la distinction</i>	
<i>entre le contrat de vente et le contrat de services</i>	81
Situation – Les qualifications supplétives et les qualifications d'ordre public	82
<i>Deux exemples à propos de l'arbitrage et du contrat de vente ...</i>	82
Situation – La localisation des cas dans l'espace	83
<i>Exemples de critères utilisés pour localiser un cas dans l'espace</i>	83
Situation – L'existence de règles d'applicabilité spatiale	84
<i>De quelques exemples en droit national,</i>	
<i>international et européen</i>	84
Situation – Le domaine d'applicabilité des règles à caractère institutionnel.	85
<i>Exemples à propos des juridictions nationales,</i>	
<i>internationales ou européennes</i>	85
Situation – L'applicabilité dans l'espace des règles matérielles et des règles de conflit de lois et de juridictions	86
<i>Exemples de solutions en droit national,</i>	
<i>international et européen</i>	86
Situation – À propos de l'applicabilité dite universelle et autolimitée	88
<i>Exemples de solutions en droit national,</i>	
<i>international et européen</i>	88
Situation – L'applicabilité choisie ou l'applicabilité imposée	89
<i>Exemples de solutions en matière contractuelle</i>	89
Situation – La question de la non-rétroactivité des lois	91
<i>Exemples de solutions en droit national,</i>	
<i>international et européen</i>	91
Situation – L'application dans le temps des textes nationaux, internationaux et européens	91
<i>Exemples de dispositions sur l'entrée en vigueur</i>	
<i>et le droit transitoire</i>	91
Situation – L'effet dans le temps des revirements de jurisprudence nationale, internationale ou européenne	92
<i>Un exemple d'analyse comparée en droit national et européen .</i>	92
Situation – L'invocabilité du droit international devant une instance nationale	94
<i>L'exemple de l'invocabilité en France de la Convention</i>	
<i>de New York relative aux droits de l'enfant</i>	94
Situation – L'invocabilité du droit national devant une instance internationale	95
<i>L'exemple du droit national considéré</i>	
<i>comme une mesure d'exécution d'une obligation internationale .</i>	95
<i>L'exemple du droit national invoqué devant une juridiction</i>	
<i>internationale pour caractériser l'existence</i>	
<i>d'une règle coutumière internationale</i>	95

<i>Table des situations et des exemples</i>		349
Situation – L’invocabilité du droit européen devant les instances nationales .	96	
<i>L'exemple des directives UE non ou mal transposées</i>		
<i>invoquées devant un juge national</i>	96	
Situation – L’invocabilité du droit national		
devant une instance européenne	98	
<i>L'exemple des traditions juridiques nationales invoquées</i>		
<i>devant la CJUE et la CEDH</i>	98	
Situation – L’invocabilité du droit international		
devant une instance européenne	99	
<i>L'exemple de l'invocabilité des accords OMC</i>		
<i>et des décisions de l'ORD devant les instances de l'UE</i>	99	
<i>L'exemple de l'invocabilité de la coutume internationale</i>		
<i>et des accords internationaux en matière de transport aérien</i>		
<i>et de protection de l'environnement devant la CJUE</i>	100	
Situation – L’invocabilité du droit européen		
devant une instance internationale.....	102	
<i>L'exemple de l'invocabilité du droit européen</i>		
<i>devant une instance de l'OMC.....</i>	102	
<i>L'exemple du droit européen invoqué</i>		
<i>devant la Cour internationale de justice</i>	102	
Situation – L’invocabilité verticale.....	103	
<i>L'exemple de l'institution publique nationale</i>		
<i>confrontée aux exigences du droit international ou européen</i>	103	
Situation – L’invocabilité horizontale.....	104	
<i>L'exemple de l'horizontalité des droits de l'homme</i>		
<i>et des libertés économiques de circulation</i>	104	
Situation – L’effet direct, le caractère self-executing		
ou l’immédiateté et les différentes formes d’invocabilité	106	
<i>Exemples tirés de l'invocabilité du droit international</i>		
<i>ou européen</i>	106	
Situation – L’effet de fait, l’effet obligatoire et l’effet d’opposabilité	108	
<i>Exemples autour de « l'effet de fait » en droit national,</i>		
<i>international et européen</i>	108	
<i>Exemples autour de la distinction « effet obligatoire »</i>		
<i>et « effet d'opposabilité » en droit international et européen</i>	109	
Situation – Principes de base régissant l’interprétation dans les textes.....	111	
<i>Exemple de l'interprétation des contrats en droit français,</i>		
<i>international et européen</i>	111	
<i>Exemple de l'interprétation des traités en droit international</i>	115	
Situation – Principes d’interprétation dégagés par la jurisprudence	116	
<i>Exemple de la théorie de « l'effet utile » en droit européen.....</i>	116	
Situation – Instruments à valeur interprétative.....	117	
<i>Exemples en droit national, international et européen</i>	117	
Situation – Présence d’interprètes privilégiés	118	
<i>Exemples en droit national, international et européen</i>	118	
Situation – Utilisation d’un même terme juridique		
dans le contexte national, international et européen.....	120	
<i>L'exemple du terme « constitution »</i>	120	
<i>L'exemple du terme « codification »</i>	121	

Situation – Le droit européen hors de son contexte	121
<i>L'exemple du droit européen de l'alimentation projeté</i>	
<i>sur les constructions du droit privé national.....</i>	121
<i>L'exemple du droit européen du marché intérieur</i>	
<i>comparé aux règles internationales sur le libre-échange</i>	123
Situation – Le droit national hors de son contexte	123
<i>L'exemple de l'interprétation du droit national dans le contexte</i>	
<i>de la protection européenne des droits fondamentaux.....</i>	123
Situation – Le droit international hors de son contexte.....	124
<i>L'exemple de l'ordre public international</i>	124
Situation – L'application devant les institutions nationales,	
internationales ou européennes d'un droit élaboré	
dans un autre contexte	130
<i>L'exemple de l'application du droit international</i>	
<i>et/ou européen devant les institutions nationales.....</i>	130
<i>L'exemple de l'application du droit national</i>	
<i>devant une institution internationale ou européenne.....</i>	131
<i>L'exemple de l'application du droit international</i>	
<i>devant une institution européenne.....</i>	132
<i>L'exemple de l'application du droit européen</i>	
<i>devant une institution internationale.....</i>	133
Situation – La complémentarité institutionnelle érigée en principe.....	134
<i>L'exemple des rapports entre la Cour pénale internationale</i>	
<i>et les justices des États membres</i>	134
Situation – La complémentarité institutionnelle	
aménagée par des règles de coordination	135
<i>L'exemple des rapports entre la justice arbitrale internationale</i>	
<i>et la justice étatique.....</i>	135
Situation – L'hypothèse rare de combinaison de droits nationaux	136
<i>Un exemple en jurisprudence française</i>	136
Situation – Les cas plus fréquents de combinaison	
du droit national et international	137
<i>L'exemple historique de la jurisprudence « Boll »</i>	
<i>de la Cour internationale de justice</i>	137
Situation – Autres cas de combinaison du droit national,	
international et européen.....	138
<i>Un exemple de combinaison du droit national, international</i>	
<i>et européen en droit des transports.....</i>	138
<i>Un exemple de combinaison du droit national, international</i>	
<i>et européen dans le domaine de la protection des biens culturels .</i>	139
<i>Un exemple de combinaison du droit national, international</i>	
<i>et européen dans le domaine de la protection</i>	
<i>des droits fondamentaux.....</i>	139
Situation – L'exécution du droit international ou européen	
par les institutions nationales.....	140
<i>L'exécution du droit international : l'exemple de l'insertion</i>	
<i>des traités internationaux dans l'ordre juridique français.....</i>	140

Table des situations et des exemples

351

	<i>L'exécution du droit européen : les exemples de l'autonomie institutionnelle ou procédurale reconnue aux États membres de l'UE et de la transposition des directives .</i>	142
Situation – L'exécution du droit international par les institutions européennes.....		143
	<i>L'exécution du droit international : l'exemple de la mise en œuvre du droit international par les institutions de l'UE</i>	143
Situation – L'exécution du droit international par les institutions européennes et nationales		143
	<i>L'exécution du droit international : l'exemple de l'organisation des rapports entre les institutions nationales et européennes en cas d'accord mixte</i>	143
Situation – La coopération entre institutions nationales, internationales et européennes		145
	<i>Un exemple de coopération entre institutions nationales, internationales et européennes dans le domaine du droit des marques.....</i>	145
	<i>Un exemple de coopération entre institutions nationales, internationales et européennes en matière de lutte contre le terrorisme</i>	146
Situation – La coopération judiciaire internationale en matière civile et pénale		147
	<i>Exemple tiré de la mise en œuvre du droit européen au procès équitable dans le contexte du droit de l'UE de la coopération judiciaire civile</i>	147
	<i>Exemple tiré de la mise en œuvre du droit européen au procès équitable dans le contexte du droit de l'UE de la coopération judiciaire pénale</i>	149
Situation – Les libertés européennes de circulation		152
	<i>Exemple tiré de la mise en œuvre du droit national par le droit UE des libertés de circulation</i>	152
Situation – Recherche d'un effet équivalent		155
	<i>L'exemple de l'identification d'une coutume internationale eu égard aux solutions appliquées au niveau national et européen</i>	155
	<i>L'exemple de l'énoncé de principes généraux du droit européen à partir des traditions juridiques nationales et des principes de droit international.....</i>	155
	<i>L'exemple de l'interprétation équivalente de la CESDHLF et de la Charte UE</i>	156
Situation – Recherche d'un effet différent.....		157
	<i>L'exemple (à nouveau) de l'énoncé de principes généraux du droit</i>	157
Situation – Recherche d'un effet global		158
	<i>Exemples de prise en compte dans le contexte international ou européen de l'application du droit interne</i>	158
Situation – Recherche d'un effet global		159
	<i>Exemples de prise en compte dans le contexte européen du droit international.....</i>	159

	<i>Exemples de prise en compte dans le contexte international du droit européen</i>	160
Situation – Recherche d'un effet global		161
	<i>Exemples de prise en compte dans le contexte national du droit international et européen</i>	161
Situation – Recherche d'un effet contenu		162
	<i>Exemples de subsidiarité judiciaire à propos notamment du principe de proportionnalité dans la jurisprudence européenne</i>	162
Situation – Recherche d'un effet contenu		164
	<i>Exemples tirés de la lecture du principe de spécialité par la Cour internationale de justice</i>	164
	<i>Exemples tirés de la jurisprudence nationale intervenant dans un contexte fortement internationalisé</i>	166
Situation – Premières approches de la circulation des situations		170
	<i>Exemples de circulation de situations juridiques</i>	170
Situation – La circulation entre espaces nationaux.....		171
	<i>L'hypothèse du conflit mobile</i>	171
	<i>L'exemple de la reconnaissance d'un acte public judiciaire ou extrajudiciaire étranger</i>	172
	<i>L'exemple de la reconnaissance d'une situation de fait constituée à l'étranger</i>	172
Situation – La circulation dans le contexte international		173
	<i>Un exemple de circulation entre institutions internationales : les rapports entre les Nations Unies et la Cour pénale internationale</i>	173
Situation – La circulation dans le contexte européen		174
	<i>Exemples de circulation entre les institutions du Conseil de l'Europe et celles de l'Union européenne</i>	174
Situation – La circulation des situations entre les juges internes et les juges internationaux et européens		176
	<i>Exemple de circulation entre le juge national et la Cour internationale de justice</i>	176
	<i>Exemple de circulation entre le juge national et la Cour de justice de l'Union européenne ou la Cour européenne des droits de l'homme</i>	177
	<i>Exemple de circulation du niveau national vers le niveau européen : une décision nationale annulant un titre européen de propriété intellectuelle</i>	178
	<i>Exemple de circulation entre le juge national, européen et international</i>	179
Situation – La circulation des situations entre l'arbitrage international et la justice étatique		179
	<i>L'exemple de l'arbitrage commercial international</i>	179

Table des situations et des exemples

353

Situation – La circulation des méthodes et solutions juridiques entre le niveau national et international ou européen	181
<i>L'exemple des discussions théoriques sur la réception du droit international et européen dans les ordres juridiques nationaux (monisme, dualisme, pluralisme) et la question de l'existence d'une circulation</i>	181
<i>Exemples de circulation du niveau national vers le niveau international : l'application d'un droit national évaluée dans un contexte de droit international ou européen</i>	182
<i>Un autre exemple : la circulation mondiale de modèles contractuels inspirés par la pratique des juristes internationaux et leur application dans des contextes nationaux différents</i>	183
Situation – La circulation des méthodes et solutions juridiques entre le niveau international et européen	184
<i>Exemples de circulation juridique du niveau international vers le niveau européen : les phénomènes d'imbrication et de mimétisme</i>	184
Situation – La circulation des méthodes et solutions juridiques entre le niveau international et européen	185
<i>Exemple de circulation juridique du niveau européen vers le niveau international : la participation de l'Union européenne aux travaux de l'Organisation des Nations Unies</i>	185
Situation – La définition par les juges d'un cadre juridique de référence	186
<i>Exemples en jurisprudence européenne</i>	186
Situation – La définition par les juges d'un cadre juridique de référence (suite)	187
<i>Exemples en jurisprudence internationale et nationale</i>	187
Situation – Circulation juridique au niveau national et distorsion entre le droit applicable et le droit invocable	189
<i>L'exemple (à nouveau) de la reconnaissance</i>	189
<i>L'exemple de l'effet produit par les lois de police étrangères</i>	190
Situation – Circulation juridique au niveau européen et distorsion entre le droit applicable et le droit invocable	191
<i>Un exemple historique : l'invocabilité de la CESDHLF devant la Cour de justice des Communautés européennes</i>	191
<i>Des exemples plus récents : l'invocabilité devant les juridictions européennes d'instruments internationaux multilatéraux ou bilatéraux étrangers aux systèmes juridiques européens</i>	192
Situation – Circulation juridique au niveau international et distorsion entre le droit applicable et le droit invocable	195
<i>Un exemple récent : l'invocabilité devant les juridictions internationales d'instruments à caractère régional</i>	195
Situation – Le processus de révision de la Constitution, préalable à l'entrée en vigueur d'un traité international incompatible	201
<i>Exemple de mise en œuvre de l'article 54 de la Constitution (1958)</i>	201

Situation – L'affirmation d'une supériorité des traités internationaux sur les lois nationales	202
<i>Exemple de mise en œuvre de l'article 55 de la Constitution (1958)</i>	202
<i>L'apport des jurisprudences françaises « Jacques Vabre » et « Nicolo »</i>	203
Situation – L'affirmation d'une supériorité des traités internationaux sur les actes réglementaires	204
<i>Un exemple en jurisprudence française</i>	204
Situation – La supériorité conférée aux engagements internationaux et la suprématie des dispositions de nature constitutionnelle ...	206
<i>Les jurisprudences françaises « Sarran », « Levacher » et « Fraisse »</i>	206
Situation – La question des rapports de hiérarchie entre le droit national et le droit coutumier international	208
<i>De quelques exemples en jurisprudence française</i>	208
Situation – La question des rapports de hiérarchie entre le droit national et le droit dérivé international	209
<i>De quelques exemples en jurisprudence française</i>	209
Situation – La place du droit européen dans la jurisprudence française	211
<i>Retour sur les jurisprudences « Jacques Vabre », « Nicolo », « Sarran et Levacher » et « Fraisse »</i>	211
Situation – La banalisation du droit européen dans les textes	211
<i>L'exemple de la Constitution de 1958 (avant ses modifications intervenues depuis 1992) et de la loi organique de 2009 relative à la question prioritaire de constitutionnalité</i>	211
Situation – L'usage doctrinal de la distinction « droit international – droit européen »	213
<i>Un tournant en France : « Droit international et droit communautaire : perspectives actuelles » (1999)</i>	213
Situation – La différenciation du droit européen dans les textes	213
<i>L'exemple du Titre XV et de l'article 53-1 de la Constitution française (1958, telle que notamment modifiée en 1992, 1993 et 2008)</i> ...	213
Situation – La différenciation du droit européen en jurisprudence	215
<i>L'exemple du contrôle des actes législatifs ou réglementaires à la lumière du droit dérivé européen</i>	215
<i>L'exemple des principes généraux du droit européen</i>	216
<i>L'exemple des avis donnés par le Conseil constitutionnel préalablement à la procédure de ratification des derniers traités européens (UE)</i>	217
<i>L'exemple du contrôle par le Conseil constitutionnel français des lois de transposition des directives</i>	219
<i>L'exemple de la prise en compte par le tribunal des conflits du cas particulier du droit européen</i>	220
Situation – Le rôle relativement passif des pouvoirs législatif et exécutif ...	222
<i>L'exemple de la procédure d'adoption des traités et accords internationaux ou européens au regard du processus de hiérarchisation des droits</i>	222

Table des situations et des exemples

355

Situation – Le rôle accru du juge dans l'application des conventions internationales	223
<i>L'exemple de l'interprétation des traités internationaux</i>	223
<i>L'exemple de la condition de réciprocité</i>	224
Situation – Les contrôles hiérarchiques opérés en amont par le Conseil constitutionnel.....	226
<i>L'exemple de la constitutionnalité des conventions internationales</i>	226
<i>Le contre-exemple de la conventionnalité des lois</i>	227
<i>L'exemple de l'eupéanité des lois de transposition des directives</i>	228
Situation – Les contrôles hiérarchiques opérés en aval par le juge ordinaire.....	228
<i>L'exemple de la conventionnalité des textes législatifs et réglementaires</i>	228
<i>Le contre-exemple de la constitutionnalité des conventions internationales et des lois</i>	228
<i>L'exemple particulier où le contrôle de constitutionnalité d'un texte réglementaire joute la conformité d'une directive à un principe européen : le cas Arcelor</i>	230
Situation – La hiérarchisation dans le temps des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité.....	232
<i>L'exemple de la loi organique française et les interrogations qu'elle suscite sur la pratique des juges</i>	232
Situation – Le refoulement du droit national	235
<i>Un exemple historique : l'avis consultatif de la CPJI dans l'affaire « Intérêts allemands en haute Silésie polonaise »</i> ...	235
Situation – Le refoulement du droit européen	236
<i>Une illustration patente : quand une sentence CIRDI assimile le droit de l'UE à un simple fait</i>	236
<i>Une illustration subtile : quand la CIJ se réfère à la jurisprudence de la CEDH tout en la hiérarchisant avec d'autres pratiques décisionnaires internationales et régionales</i>	237
Situation – La difficile hiérarchisation formelle des sources du droit international.....	239
<i>L'exemple des rapports entre la coutume internationale et le droit interétatique</i>	239
Situation – La portée incertaine de la primauté affichée par une norme internationale sur les autres	240
<i>L'exemple de l'article 103 de la Charte des Nations Unies (1945)</i>	240
Situation – Les hiérarchies internes aux organisations internationales	240
<i>L'exemple du contrôle de légalité interne</i>	240
Situation – L'affirmation de la primauté des normes impératives	241
<i>L'exemple de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969)</i>	241
<i>Exemples de règles impératives dégagées par les juridictions internationales</i>	242

Situation – La constitutionnalisation du droit international en débat	244
<i>Exemples de travaux sur le sujet</i>	244
Situation – L'affirmation d'un ordre juridique nouveau intégré	247
<i>Les célèbres jurisprudences Van Gend & Loos</i>	
<i>et Costa c/ Enel de la CJCE</i>	247
<i>La place du principe de primauté dans les textes en vigueur</i>	247
Situation – Un ordre juridique immédiat.....	248
<i>Le non moins important arrêt Simmenthal de la CJCE</i>	248
Situation – Retour sur l'invocabilité et la justiciabilité du droit européen	249
<i>L'exemple remarquable d'une concrétisation européenne</i>	
<i>du principe de primauté</i>	249
Situation – L'hypothèse du conflit entre une norme européenne	
et une norme constitutionnelle nationale.....	250
<i>Les célèbres arrêts « International Handelsgesellschaft</i>	
<i>et « Commission c/ Grand-Duché » de la CJCE</i>	250
Situation – La primauté synonyme d'autonomie institutionnelle.....	251
<i>Le cas de l'Union européenne</i>	251
Situation – La primauté synonyme d'autonomie de droit matériel	252
<i>Le cas de l'Union européenne</i>	252
Situation – La loyauté est synonyme de primauté.....	253
<i>Évolution de la jurisprudence et des textes</i>	253
Situation – L'affirmation du respect dû au droit international	254
<i>Exemples dans les traités européens</i>	254
<i>Exemples dans la jurisprudence de la CJCE et CJUE</i>	254
Situation – La soumission du droit dérivé au droit primaire.....	256
<i>Exemples jurisprudentiels tirés du contentieux</i>	
<i>sur la base juridique</i>	256
<i>Un principe d'interprétation conforme</i>	
<i>du droit dérivé à la lumière du droit primaire</i>	256
Situation – Comment hiérarchiser le droit dérivé européen ?	257
<i>Exemples de hiérarchisation matérielle</i>	257
<i>Une tentative avortée de hiérarchisation formelle</i>	258
Situation – Soumission des traités internationaux	
liant l'UE aux traités institutifs européens	259
<i>Exemples dans le contentieux européen</i>	259
Situation – Soumission du droit dérivé européen aux traités	
liant l'UE et à la coutume internationale	260
<i>Un exemple jurisprudentiel remarqué :</i>	
<i>l'arrêt « ATAA ea » de la CJUE</i>	260
Situation – Retour sur la suprématie des dispositions	
nationales de nature constitutionnelle.....	264
<i>L'exemple (à nouveau) du droit français : les jurisprudences</i>	
<i>« Sarran et Levacher », « Fraisse », « loi DADVSI »</i>	264
Situation – Retour sur l'inopposabilité du droit national	
dans l'ordre international	266
<i>L'exemple (à nouveau) de la jurisprudence</i>	
<i>« Traitement des tribunaux nationaux polonais de Dantzig »</i>	266

Table des situations et des exemples

357

Situation – Retour sur l'inopposabilité du droit national dans le contexte européen (UE).....	266
<i>L'exemple (à nouveau) des jurisprudences « International Handelsgesellschaft » et « Commission c/ Grand-Duché »</i>	266
Situation – Retour sur l'inopposabilité du droit européen dans le contexte international.....	267
<i>L'exemple (à nouveau) de la sentence CIRDI AES Summit Generation Ltd ea c/Hongrie</i>	267
Situation – La légalité du droit européen de source internationale en droit de l'Union européenne	268
<i>L'exemple de la célèbre affaire « Kadi »</i>	268
Situation – L'interprétation française des conventions internationales auxquelles la France est partie	271
<i>Exemples jurisprudentiels multiples</i>	271
Situation – La réception française du droit européen (UE ou CESDHLF).....	273
<i>Quelques exemples jurisprudentiels</i>	273
Situation – L'appropriation en droit interne de notions de droit international et européen	274
<i>L'exemple de l'ordre public : retour sur la jurisprudence « Banque Africaine de Développement »</i>	274
<i>L'exemple des principes généraux du droit : retour sur la jurisprudence « KPMG »</i>	275
Situation – Les voies procédurales du repli du système juridique français sur lui-même.....	275
<i>L'exemple à nouveau du caractère « prioritaire » de la question de constitutionnalité</i>	275
<i>L'exemple de l'absence de question préjudicielle</i>	276
Situation – Autonomisation d'un droit européen qui s'inspire du droit international	277
<i>Exemples des débuts de la construction européenne à nos jours</i>	277
Situation – Préemption du droit international par le droit européen	278
<i>L'exemple du protocole de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires (2007)</i>	278
Situation – Absence d'effet direct reconnu à des normes de droit international susceptibles d'interférer avec le droit de l'Union européenne	279
<i>Exemples des accords OMC, du protocole de Kyoto et de la Convention de Montego Bay</i>	279
Situation – Dédoublage du droit international et européen	280
<i>Exemple des clauses de déconnexion</i>	280
Situation – Contentieux international et régional des droits de l'homme et choix du forum.....	281
<i>L'exemple de l'affaire « Géorgie c/ Russie »</i>	281
Situation – Plusieurs juges nationaux et internationaux en matière pénale..	283
<i>Répartition judiciaire du champ répressif et choix du juge</i>	283
Situation – Le développement de procédures parallèles en droit économique	284
<i>Retour sur les stratégies à fronts multiples</i>	284

Situation – Concurrence entre juridictions internationales ou régionales et conflits de procédures	284
<i>Retour sur les affaires « Usine Mox », « Ligne du Rhin de fer » et « Bosphorus »</i>	284
Situation – Altérité des règles de procédures gouvernant les différentes juridictions aux différents niveaux	286
<i>Exemples de règles procédurales limitant la liberté de choisir son juge</i>	286
<i>Un cas en particulier : le contentieux de l'annulation</i>	287
Situation – Altérité du droit matériel applicable devant les différentes juridictions aux différents niveaux	287
<i>Exemples pratiques de différences de droit matériel applicable limitant la liberté de choisir son juge</i>	287
<i>Approche théorique : comparaison des méthodes de droit international public et de droit international privé dans la désignation du droit applicable</i>	288
Situation – <i>De lege lata</i> : la CJUE et les juridictions des États membres.....	290
<i>L'exemple des contraintes pesant respectivement sur la juridiction européenne et les juridictions nationales</i>	290
Situation – <i>De lege ferenda</i> : la CJUE et la CEDH	291
<i>L'évolution des rapports entre la CEDH et la CJUE</i>	291
Situation – Le passage d'une institution nationale à une institution internationale et vice versa	292
<i>L'exemple du conflit entre un État et un ressortissant étranger, élevé au rang de conflit interétatique : retour sur l'affaire « Diallo »</i>	292
<i>L'exemple du différend arbitral international réceptionné par un ordre juridique étatique : l'hypothèse d'une sentence confrontée à une règle d'ordre public international français</i>	293
Situation – Le passage d'une application du droit dans le contexte national à une application du droit dans le contexte international et vice versa	293
<i>L'exemple d'une solution de droit national évaluée dans un contexte international : retour sur l'appréhension d'une plainte présentée devant l'ORD</i>	293
Situation – Le passage d'une institution nationale à une institution européenne et vice versa.....	294
<i>L'exemple de la question préjudicielle posée à la CJUE puis réceptionnée par une juridiction nationale : le cas de la célèbre affaire « Melki »</i>	294
<i>L'exemple de la requête présentée devant la CEDH après épuisement des voies de recours internes : le cas d'un contrôle de conventionnalité postérieur à une question prioritaire de constitutionnalité</i>	298

Table des situations et des exemples

359

Situation – Le passage d’une application du droit dans le contexte national à une application du droit dans le contexte européen et vice versa.....	298
<i>L’exemple d’une solution de droit national évaluée dans un contexte européen : l’interprétation d’une décision du Conseil constitutionnel conforme à une jurisprudence de la CEDH</i>	298
<i>L’exemple d’une solution de droit européen évaluée dans un contexte national : l’affaire « Conseil national des barreaux »</i>	299
Situation – Le passage d’une institution internationale à une institution européenne et vice versa.....	300
<i>L’exemple d’une situation successivement soumise à une institution internationale et européenne et vice versa : retour sur l’affaire « Kadi »</i>	300
Situation – Le passage d’une application du droit dans le contexte international à une application du droit dans le contexte européen et vice versa	302
<i>L’exemple du différend arbitral international confronté à un ordre juridique européen : l’exemple des jurisprudences « Eco Swiss » et « Poupardine »</i>	302
<i>L’exemple d’une solution de droit européen (UE) évaluée dans un contexte international : retour sur l’appréhension d’une plainte présentée devant l’ORD</i>	303
Situation – Droit hiérarchisé et droit appliqué	304
<i>Exemples où le droit hiérarchisé a été, est ou sera appliqué au cas</i>	304
Situation – Droit hiérarchisé et contrainte de circulation	305
<i>Exemples où un droit hiérarchisé est soumis à une contrainte de circulation</i>	305
Situation – L’inconstitutionnalité de la loi étrangère normalement applicable	306
<i>Réponse de principe et difficultés théoriques et pratiques</i>	306
Situation – La loi étrangère arguée d’inconventionnalité devant un juge étatique	308
<i>Réponse de principe et difficultés théoriques et pratiques</i>	308
Situation – L’arbitre international chargé d’appliquer un droit national et la hiérarchie des normes	310
<i>Une distinction proposée entre les contrariétés de normes supérieures et inférieures constatées, constatables ou à constater</i>	310
Situation – Le droit national hiérarchisé devant un juge international ou européen.....	312
<i>L’État plaideur du contenu de son droit national hiérarchisé</i>	312



Situation – Le droit européen hiérarchisé devant un juge national, international ou (par extension) devant un autre juge européen..... 314
L'Union européenne garante du contenu du droit européen hiérarchisé..... 314

Situation – Le droit international éventuellement hiérarchisé devant un juge national et européen 315
Le respect de l'ordre public réellement international ou du jus cogens devant une juridiction nationale ou européenne 315

